

SÉRIES DES DROITS DIGITAUX ET ACCÈS À L'INFORMATION 4

LA MIGRATION DIGITALE ET ACCÈS À L'INFORMATION

L'EXPÉRIENCE DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Norah Appolus

Juillet, 2022



La migration vers la diffusion audiovisuelle digitale est généralement un processus dans lequel les services de diffusion audiovisuelle offerts sur la technologie analogique traditionnelle sont remplacés par des réseaux digitaux. C'est la transition ou le passage de la diffusion audiovisuelle analogique à la diffusion audiovisuelle digitale.



A maioria dos países da África Austral fez bons progressos e está na fase final da migração digital. No entanto, a maioria dos países da África Austral ont fait de bons progrès et en sont aux dernières étapes de la migration digitale. Toutefois, certains pays éprouvent des difficultés en raison de contraintes financières et d'un manque d'urgence à se conformer aux directives de l'UIT et de la SADC.



Subventionner les décodeurs (STB) est également une indication claire de la volonté politique de certains gouvernements de la région de veiller à ce que les citoyens profitent pleinement des avantages de la migration digitale et de ses retombées inhérentes, notamment l'accès à l'information.



La diffusion audiovisuelle digitale a amélioré les signaux et la qualité technique de l'image. Elle offre des descriptions audios pour les malvoyants. Ce groupe n'était auparavant pas pris en charge car l'analogique ne pouvait fournir des services en langue des signes qu'aux sourds et malentendants.

Contenu

1.	INTRODUCTION	2
2.	LA SITUATION ACTUELLE	3
3.	LES AVANTAGES	4
4.	LES DÉFIS	5
5.	PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'INFORMATION	6
6.	LES DÉVELOPPEMENTS DE L'INTERNET	7
7.	CONCLUSION	8

1

INTRODUCTION

La diffusion audiovisuelle analogique terrestre existe depuis les années 1940, mais elle a été rendue obsolète par les progrès technologiques. Sa disparition a été exacerbée par son utilisation inefficace du spectre des fréquences, qui est une ressource limitée.

Par exemple, la télévision analogique terrestre utilise une fréquence pour supporter une chaîne, tandis que la **Télévision Numérique Terrestre (TNT)** peut utiliser une fréquence pour transporter plusieurs chaînes. Cela signifie effectivement que la TNT permet la transmission de nombreux programmes de télévision en utilisant un canal de fréquence à moindre coût.

La migration vers la diffusion audiovisuelle digitale est généralement un processus dans lequel les services de diffusion audiovisuelle offerts sur la technologie analogique traditionnelle sont remplacés par des réseaux digitaux sur une période donnée. La migration digitale est la transition ou le passage de la diffusion audiovisuelle analogique à la diffusion audiovisuelle digitale.

Pour le téléspectateur moyen, ce processus implique l'installation d'un décodeur digital qui convertit les signaux analogiques en signaux digitaux à l'aide de décodeurs (STB). Ces signaux peuvent ensuite être visionnés sur un téléviseur conventionnel.

Ayant pris conscience des limites de la diffusion audiovisuelle analogique, en particulier dans un monde où les technologies de pointe ne cessent de croître, l'Union internationale des télécommunications (UIT), une agence des Nations Unies, a initialement fixé au 17 juin 2015 la date limite pour la migration vers le digital, accordant à certains pays une prolongation supplémentaire de cinq ans.¹

La motivation donnée était la nécessité de libérer de la bande passante et de la libérer pour, entre autres, un réseau de téléphonie cellulaire 5G élargi.

Presque toute l'Europe et d'autres pays développés ont migré avec succès vers le digital dès 2004. L'Afrique est toujours à la traîne.

Presque tous les pays d'Afrique australe, à l'exception de l'île Maurice et de la Tanzanie, n'ont pas respecté ce délai. Cela contraste fortement avec les performances de la plupart des pays européens et développés, qui ont réussi à migrer complètement la migration numérique terrestre avant l'échéance de juin 2015.²

Cela malgré la décision ambitieuse prise en 2009 par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), selon laquelle la région de l'Afrique australe devrait migrer vers la diffusion audiovisuelle digitale d'ici au 31 décembre 2013, soit deux ans avant la date limite de passage de l'UIT. Les jalons de la transition en douceur envisagée ont été résumés dans la feuille de route de la SADC pour la Migration de la Diffusion Audiovisuelle Digitale (*Digital Broadcasting Migration*).³

Cette initiative de la SADC a été saluée comme un pas dans la bonne direction pour améliorer l'accès à l'information et les moyens de produire et de diffuser cette information. En effet, en 2013, François Rancy, alors Directeur du Bureau des radiocommunications de l'UIT, s'est vanté que « l'Afrique, à ce jour, est la seule région à avoir mené à bien les discussions sur la coordination des fréquences pour le déploiement de la télévision numérique terrestre ».⁴

Par conséquent, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'il existe une volonté politique collective pour la migration de la diffusion audiovisuelle digitale en Afrique australe. En fait, l'organisme régional tient des réunions annuelles depuis 2009 pour évaluer l'état de la migration digitale et résoudre les problèmes.

1. itu.int/en/ITU-R/terrestrial/broadcast/Pages/switchover.aspx

2. Institut des médias d'Afrique australe (MISA/ Media Institute of Southern Africa). État de la diffusion audiovisuelle et de la migration digitale dans la région. 2021. Disponible à l'adresse <https://data.misa.org/en/entity/s4nfwzp95gm>.

3. Réunion des ministres des TIC de la SADC, Namibie, 2009.

4. https://www.itu.int/dms_pub/itu-r/oth/0b/07/R0B070000120002PDFE.pdf

2

LA SITUATION ACTUELLE

Les derniers chiffres montrent que certains pays de la SADC ont bien progressé et sont dans les phases finales du processus de migration de la diffusion audiovisuelle digitale. D'autres éprouvent des difficultés en raison de divers facteurs (voir *Les Défis*).

La pandémie de Covid-19 qui a frappé le monde au début de 2020 a également eu un impact négatif sur les progrès des programmes de migration de la diffusion audiovisuelle digitale, car les ressources ont dû être canalisées vers la lutte contre la pandémie.⁵

Avec la pandémie derrière nous, espérons-le, les gouvernements régionaux peuvent à nouveau se concentrer sur ce processus. En fait, il n'y a pas d'autre choix que d'emprunter cette voie, car la TNT est essentielle au développement.

Une étude de l'UIT sur la contribution économique de la large bande, de la numérisation et des TIC a estimé qu'une augmentation de 10% de la pénétration de la large bande mobile en Afrique entraînerait une augmentation de 2,5% du PIB par personne.

Alors, où en est l'Afrique avec la migration de la diffusion audiovisuelle digitale ?

Dans son dernier document de recherche sur le statut de la TNT dans la région, l'Institut des médias d'Afrique australe (MISA) donne un aperçu général de l'état de la migration digitale dans la région :

- Le **Zimbabwe** a migré vers la diffusion audiovisuelle digitale et a investi des millions de dollars américains dans les infrastructures. Cependant, les décodeurs (STB) n'ont pas encore été mis à la disposition des consommateurs.
- La **Tanzanie** a achevé avec succès la migration en 2015.
- L'**île Maurice** a migré avec succès vers le digital en 2005.

- Le **Botswana** est en bonne voie de migrer complètement vers la diffusion audiovisuelle digitale avec tous les émetteurs analogiques des régions septentrionales éteints.
- L'**Angola**, avec l'assistance technique du Japon, est passé à la mi-2022.
- Bien que la migration digitale de l'**Afrique du Sud** ait été semée d'embûches, elle a été largement réalisée. Quelque 5 millions de décodeurs gratuits sont actuellement distribués. La migration finale devait avoir lieu à la mi-2022.
- La **Namibie** est en train de migrer vers la haute définition *Direct to Home* (DTH), qui utilise le satellite. Il a l'avantage de ne pas avoir de coûts d'infrastructure ou de maintenance.⁶ Mais avant d'y parvenir, le pays doit d'abord résoudre le problème des décodeurs défectueux, beaucoup d'entre eux ayant été retournés par les consommateurs.
- A titre d'exemple d'un processus de migration de la TNT bien planifié et soigneusement mis en œuvre, la **Zambie** a fourni 1 million de décodeurs (STB) aux consommateurs et 250 000 décodeurs satellitaires à ceux qui ne sont pas couverts par le réseau TNT.
- Le **Malawi** a entièrement migré vers le digital en avril 2021, le ministre de l'Information, Gospel Kazaiko, affirmant que la migration vers le digital ouvrirait davantage d'opportunités aux diffuseurs audiovisuels du pays pour développer pleinement le potentiel de l'industrie de la diffusion audiovisuelle.⁷
- Le **Lesotho** a adopté une migration progressive et, en septembre 2022, avait construit 22 tours pour le processus de migration digitale. À ce jour, 16 stations de radio ont migré vers le digital. Comme dans tous les pays de la région, le public devra avoir un décodeur. Le diffuseur audiovisuel national, la *Lesotho Television*, sera en mesure d'étendre son réseau à 27 chaînes.⁸

5. MISA État de la diffusion audiovisuelle et de la migration digitale dans la région, 2021

6. NAMIBIAN BROADCASTING CORPORATION 2022

7. The Nyasa Times, March 2021

8. Government of Lesotho Newsletter (Bulletin d'information du gouvernement du Lesotho), 2022

- En 2014, le gouvernement **d’Eswatini** s’est lancé dans des tournées régionales pour sensibiliser le public au passage de l’analogique au digital. Cela était prévu pour la fin de 2015. La politique de migration de la télévision digitale terrestre du Swaziland (SDTTMP) a été élaborée

et a réuni les parties prenantes, y compris les fournisseurs de contenu. Le gouvernement affirme que le pays est prêt à migrer vers le digital. Cependant, le processus est entravé par l’indisponibilité des décodeurs (STB).⁹

9. UNESCO. Bibliothèque digitale: unescodoc@unesco.org, 2015

3

LES AVANTAGES

Pourquoi la migration vers la diffusion audiovisuelle digitale terrestre? Qu’y a-t-il d’ailleurs **à gagner pour le citoyen ordinaire ou même pour les professionnels de la diffusion audiovisuelle? Plus important encore, comment promeut-elle et consacre-t-elle le droit à l’information et les droits de l’homme?**

La radio et la télévision digitales révolutionnent l’industrie de la diffusion audiovisuelle terrestre. Plusieurs arguments plaident en sa faveur :

- La diffusion audiovisuelle digitale est plus rentable que la diffusion audiovisuelle analogique et offre un spectre plus large sur diverses plates-formes. Cela signifie effectivement qu’un plus large éventail de citoyens et de groupes d’intérêt peut accéder aux fréquences de diffusion audiovisuelle.
- Elle offre aux diffuseurs audiovisuels et aux créateurs de contenu un plus grand choix de fréquences, ce qui signifie que davantage d’acteurs peuvent entrer sur le marché. Cela donne aux téléspectateurs un éventail beaucoup plus large d’options de visionnage. En Tanzanie, le nombre de chaînes de télévision, par exemple, est passé de 13 à 34 avec la migration digitale.
- Elle offre aux utilisateurs et aux parties prenantes un meilleur accès aux options de visionnement et d’écoute. Par exemple, lorsque le décodeur (STB) reçoit le signal, il peut s’interfacer avec des appareils tels que des téléphones cellulaires, des cartes mémoire ou des modems Internet, ce qui permet aux utilisateurs d’accéder à plus de services et d’informations.¹⁰

- La diffusion audiovisuelle digitale a amélioré les signaux et la qualité technique de l’image. Elle offre des descriptions audios pour les malvoyants. Ce groupe n’était auparavant pas pris en charge, car l’analogique ne pouvait fournir des services en langue des signes qu’aux sourds et aux malentendants.
- Elle donne une voix aux sans-voix, améliorant et renforçant l’accès à l’information et aux droits de l’homme. Cela profite aux groupes marginalisés, tels que les femmes, les personnes handicapées, les personnes vivant dans des zones reculées telles que les OvaZemba (Namibie/sud de l’Angola) et les groupes minoritaires, tels que la communauté LGBTIQ+.
- Elle crée de meilleures opportunités pour le contenu local, une considération importante dans la quête de promouvoir les cultures locales auprès des jeunes générations.
- Un rapport du MISA a noté que « la migration digitale [...] crée des voies pour la liberté des médias et la création de contenu qui garantissent ensuite l’accès des professionnels des médias à diverses informations et points de vue. Cela profite également aux citoyens ordinaires qui ont également la garantie d’un accès accru à l’information. »¹¹
- L’avantage le plus important de cette migration digitale est sans doute l’accès à l’information dans la langue de son choix.

10. Revue internationale des publications scientifiques et de recherche, Vol. 12, Numéro 7, Juillet 2022

11. <https://data.misa.org/en/entity/s4nfwzp95gm?file=1639144599829scavj93pwwk.pdf&page=6&raw=true>

4

LES DÉFIS

La diffusion audiovisuelle digitale repose sur trois piliers:

- Infrastructure
- Contenu
- Sensibilisation des consommateurs et décodeurs (STB)

Bien que ces piliers soient interdépendants, le plus important d'entre eux est le troisième : la sensibilisation des consommateurs et les décodeurs. Sans l'adhésion de la population, la migration vers la Diffusion Audiovisuelle Digitale (DBM/*Digital Broadcasting Migration*) ne réussira pas.

La plupart des pays d'Afrique australe ont bien progressé et en sont aux dernières étapes de ce processus. Toutefois, certains pays éprouvent des difficultés principalement en raison de contraintes financières et d'un manque d'urgence à se conformer aux directives de l'UIT et de la SADC.

Certains pays ont adopté une approche progressive de la DBM, mettant initialement l'accent sur l'infrastructure plutôt que sur la sensibilisation des consommateurs et les décodeurs. Dans ces pays, l'adhésion des consommateurs fait défaut et l'achat de décodeurs (STB) est donc considéré comme une charge financière inutile.

Dans d'autres pays, la distribution et l'installation des décodeurs (STB) ont été problématiques. Certains téléspectateurs ont trouvé les processus d'installation du décodeur (STB) et de syntonisation de la télévision difficiles, tandis que d'autres ont nécessité un réglage de l'antenne ou même l'achat de nouvelles antennes.¹²

Par exemple:

- En Namibie, les décodeurs (STB) étaient de mauvaise qualité et tombaient fréquemment en panne, entraînant le retour de centaines de décodeurs.
- Au Zimbabwe, alors que l'infrastructure était en place, aucun décodeur (STB) n'était disponible.
- En Tanzanie, les décodeurs (STB) ne peuvent pas encore être exploités comme une seule unité. Un consommateur

doit actuellement acheter plusieurs décodeurs pour accéder à tous les services.

Les réglementations restrictives sur les médias ont également été un défi. Bien que de nombreux pays prétendent défendre la liberté d'expression et l'accès à l'information, la réalité sur le terrain est différente. Les diffuseurs audiovisuels nationaux, dans la plupart des cas les moteurs de la DBM, pratiquent l'autocensure ou sont contrôlés par les autorités.

Cependant, à mesure que la DBM devient une réalité, les autorités politiques relâchent leur emprise sur les ondes. Plusieurs pays ont également adopté des lois ou des politiques sur l'accès à l'information (voir Promotion de l'accès à l'information).

Parmi les autres défis du déploiement de la migration digitale, citons les querelles juridiques concernant le cryptage des décodeurs (STB) en Afrique du Sud, les allégations de stratégies de migration digitale « prématurées » (Malawi et Tanzanie) et les nombreux revers qui se poursuivent au Zimbabwe en raison, entre autres, du manque de financement pour les infrastructures.¹³

On craignait également que les coûts liés au passage au digital « puissent causer des problèmes en ce qui concerne le droit d'accès à l'information, car il existe un obstacle à la façon dont cette information est accessible et des millions de personnes seront laissées de côté ».¹⁴

Au Botswana, persuader les téléspectateurs à revenu moyen et élevé d'acheter des décodeurs (STB) a été difficile parce qu'ils ne voient aucun avantage par rapport à leurs options satellites existantes. Il en va de même en Namibie, où les décodeurs DSTV sont beaucoup plus nombreux que les décodeurs (STB) de la *Namibian Broadcasting Corporation*. Les abonnés à la DSTV ne voient pas la nécessité d'acheter des décodeurs (STB), même subventionnés, car les mêmes options de TNT sont disponibles sur DSTV.¹⁵

12. <https://www.gov.za/sites/www.gov.za/files/DTT-everything-you-need-to-know-2015.pdf>

13. <https://allafrica.com/stories/202203070189.html>

14. <https://data.misa.org/en/entity/s4nfwzp95gm?file=1639144599829scavj93pwwgk.pdf&raw=true&page=27>

15. Namibian Broadcasting Corporation Commercial Services, Août 2022

Cette situation est encore aggravée par la *GOtv*, un service terrestre de télévision payante mis à disposition en Afrique subsaharienne par *MultiChoice*. C'est une option beaucoup moins chère que n'importe quel bouquet DSTV et a rendu les décodeurs abordables pour les consommateurs ordinaires, dont beaucoup ont choisi cette option plutôt que les décodeurs (STB).

En Afrique du Sud, une action en justice a été intentée par le diffuseur audiovisuel terrestre gratuit, la *e.tv*, qui craignait que le processus de migration ne soit « précipité » et que le passage de l'analogique « laisserait de nombreuses personnes qui dépendent de la télévision gratuite sans signal, sans accès aux nouvelles et autres informations importantes ». L'argument du gouvernement était que retarder davantage le processus entraînerait une « exclusion digitale » pour de nombreux téléspectateurs et auditeurs.

Le gouvernement sud-africain et la DBM ont subi un coup dur lorsque la Cour Constitutionnelle a déclaré que la date finale d'arrêt du signal analogique et la fin du double éclairage, ainsi que la date limite du 31 octobre 2021 pour que les ménages remplissant les conditions requises pour s'inscrire

aux décodeurs (STB), étaient inconstitutionnelles, invalides et seraient annulées.¹⁶

Au 25 avril 2022, seulement 258 821 décodeurs (STB) avaient été distribués et seulement 109 000 unités avaient été installées.

On craint maintenant que certaines stations perdent des téléspectateurs en raison de ce qu'on a appelé la mise en œuvre « précipitée » de la migration digitale. Une station communautaire, la *Cape Town TV*, affirme qu'elle perdra 600 000 téléspectateurs par mois et devra trouver des fonds pour louer de l'espace pour 32 émetteurs au lieu d'un.¹⁷

Toutefois, si la migration vers la diffusion audiovisuelle digitale terrestre peut se heurter à de nombreux problèmes, l'île Maurice est passée avec succès au digital en mars 2003. Aujourd'hui, le pays compte trois multiplexes digitaux opérationnels, qui ont fourni dix-sept chaînes à la *Mauritius Broadcasting Corporation*. Comme la Namibie, elle modernise actuellement son infrastructure pour y inclure la haute définition (HD).¹⁸

16. <https://www.engineeringnews.co.za/article/court-ruling-pushes-out-digital-migration-wrap-up-2022-06-29>

17. <https://allafrica.com/stories/202205140229.html#:~:text=The%20analogue%20television%20signal%20will,and%20sink%20community%20television%20stations.>

18. Multi Carrier Mauritius Ltd. (MCML)

5

PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La diffusion audiovisuelle digitale terrestre engendre l'accès à l'information, non seulement pour les créateurs de contenu et les diffuseurs audiovisuels, mais aussi pour le grand public. Cette liberté accrue des médias signifie une société plus perspicace et informée, en particulier si ces informations sont fournies dans les langues locales. Toutefois, l'environnement politique doit être propice au libre accès à l'information.

Au cours des trente dernières années, un vent révolutionnaire de changement a soufflé sur la région, et même sur le continent, inaugurant inexorablement une nouvelle ère de démocratie. Un par un, les gouvernements totalitaires ont été renversés par la volonté du peuple. Cette marée changeante a apporté de nouvelles libertés, dont la moindre n'était pas l'accès à l'information dans de nombreux pays. Conformément à ces changements novateurs, les nouveaux gouvernements démocratiques ont adopté des lois sur l'accès à l'information ou mis en place des mécanismes qui contribuent à l'environnement de l'accès à l'information. Le

Zimbabwe et l'Afrique du Sud ont mené le changement, suivis par d'autres pays. La Namibie, paradoxalement, est le pays le plus récent à entamer le processus de promulgation d'une telle loi. La seule exception dans la région est le Royaume d'Eswatini (anciennement Swaziland), où les efforts pour instaurer la démocratie n'ont pas été couronnés de succès.

Un cas intéressant de « là où il y a une volonté politique, il y a un moyen » est celui du Malawi. Cet ancien État à parti unique n'a introduit la télévision qu'en 1999 sous le premier gouvernement démocratiquement élu de Bakili Muluzi, littéralement des décennies après que d'autres pays de la région aient introduit la télévision. Et pourtant, en 2015, le pays avait rapidement migré vers le digital.¹⁹ Cela a accru l'accès à l'information et la liberté d'expression sous la forme d'une pléthore de diffuseurs audiovisuels privés.

Malgré les mesures positives susmentionnées en faveur de la liberté de l'information, le conflit russo-ukrainien a montré à

19. Rapid TV News, Avril 2016

quel point cette liberté reste vulnérable. Les consommateurs se sont réveillés pour découvrir que les émissions de la *Russia Today*, le diffuseur audiovisuel de l'État de la Fédération de Russie, avaient été retirées de leur bouquet DSTV. *MultiChoice* a blâmé ses fournisseurs de services mondiaux, affirmant qu'ils avaient réduit les émissions et que l'affaire était donc hors de leur contrôle. Cela a soulevé de sérieuses inquiétudes quant à la façon dont les diffuseurs audiovisuels indépendants en Afrique australe dépendent d'un bouquet restrictif de chaînes choisies ailleurs, avec peu ou aucune préoccupation pour la dynamique géopolitique de la région ou de ses habitants.²⁰

La migration digitale a également apporté des avantages inattendus : dans les cinq pays de la région qui ont mené des guerres de libération brutales (Afrique du Sud, Zimbabwe, Angola, Mozambique et Namibie), les régimes coloniaux avaient utilisé la zone de couverture de fréquences limitée des émetteurs radio FM pour contrôler ce que les citoyens pouvaient écouter. Tout cela a changé avec l'avènement de DMB.

Pendant la guerre de libération au Zimbabwe, des radios gratuites « FM uniquement » ont été distribuées dans les zones rurales pour empêcher les auditeurs de syntoniser (via des ondes courtes) les émissions des mouvements de libération de la région, qui émettaient depuis des pays voisins indépendants tels que la Zambie, la Tanzanie et aussi loin que l'Éthiopie. L'Afrique du Sud a brouillé ces émissions, pas toujours avec succès. Ce type de contrôle appartient maintenant au passé, car la DBM a apporté un accès illimité à de nombreuses personnes, offrant des choix d'écoute auparavant inconnus et inouïs pour les populations rurales. La DBM est également beaucoup plus difficile à brouiller, et a donc ajouté un niveau supplémentaire de protection aux droits des auditeurs.

20. <https://ewn.co.za/2022/03/03/multichoice-explains-why-it-stopped-rt-airing-on-dstv>

L'exemple le plus important de la façon dont la migration digitale a eu un impact positif sur l'accès à l'information est la disponibilité de fréquences radio illimitées. Cela a vu la prolifération de centaines de stations de radio indépendantes et privées, certaines émettant dans les langues locales. Elle a également donné naissance à la radio communautaire, qui appartient à la communauté. Les programmes diffusés sont pour et sur la communauté, donnant une voix aux problèmes qui les concernent.

Il est crucial de noter que la radio est le moyen d'accès à l'information le plus populaire dans la région, qui est toujours en proie à une infrastructure rurale médiocre. On ne soulignera jamais assez son importance car elle occupe une place centrale dans la promotion de l'accès à l'information.

La migration digitale a encore renforcé l'accès à l'information, donnant une voix à ceux qui étaient auparavant sans voix. Les citoyens sont donc en mesure d'établir leurs propres programmes de développement. Le concept de Développement par la Radio (*DTR/Development Through Radio*), où les femmes rurales produisent leurs propres programmes radiophoniques, qui sont ensuite diffusés sur les radios nationales ou les radios communautaires, en est un bon exemple.

Par ailleurs, le processus de migration digitale a, du moins en Afrique, évité de mentionner l'élimination progressive de la radio FM (analogique). Les coûts liés au remplacement de toutes les radios dans chaque foyer seraient élevés et priveraient les citoyens de nombreux pays d'un accès vital à l'information dans leur propre langue, accès que le réseau de radio FM fournit encore dans la plupart des pays.

6

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'INTERNET

Les plans initiaux de migration digitale afin de permettre un accès illimité à Internet ont été irrévocablement dépassés par le développement rapide des technologies Internet. Les citoyens qui peuvent se le permettre peuvent désormais accéder à Internet sans restriction. Cela peut être fait non seulement avec des modems, mais aussi via des smartphones. Ce nouveau développement permet aux citoyens d'écouter des émissions de radio en direct partout dans le monde. Par exemple, il a également donné lieu à des émissions alternatives par des Zimbabwéens vivant dans la diaspora.

La NBC a profité de cette évolution pour introduire des programmes tels que « Dans la diaspora » pour les Namibiens vivant à l'étranger.

En ce qui concerne la télévision, plusieurs stations de télévision et de radio diffusent en direct sur des plateformes de réseaux sociaux telles que Facebook, offrant aux citoyens d'Afrique australe la possibilité de suivre les développements dans la région.

Cependant, avec seulement 22% du continent ayant accès à Internet et 9 jeunes sur 10 n'ayant pas accès à Internet en Afrique et en Asie, la radio continue de prendre le devant de la scène. La disponibilité totale d'Internet sur le continent n'est pas attendue avant 2030, à l'exception des défis et d'autres contraintes.²¹ Par conséquent, s'attarder sur les avantages et les avantages d'Internet pour les citoyens de la région est discutable à l'heure actuelle.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements de la région reconnaissent l'importance de la quatrième **Révolution Industrielle (4RI)** pour la démocratie et le développement économique et social.

Cela n'a jamais été aussi brutalement évident que pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les gouvernements ont imposé des mesures de confinement draconiennes pour contenir la propagation du virus. Cela comprenait les ordres de rester à la maison, les déplacements étant strictement limités aux fournisseurs de services essentiels seulement. La façon dont les citoyens de la région travaillent, vivent et socialisent a radicalement changé avec l'avènement de la pandémie.

De plus, les employeurs comptaient beaucoup sur des outils de vidéoconférence tels que *Zoom* et *Microsoft Teams*, tout comme les écoles et les établissements d'enseignement universitaire.²²

Les gouvernements régionaux n'ont guère eu d'autre choix que d'adopter les technologies de la 4RI et d'accélérer sa mise en œuvre.

Ironiquement, une fracture digitale s'est également creusée dans la direction opposée. Les téléspectateurs qui n'ont pas d'antenne aérienne, de décodeur digital ou d'antenne parabolique traditionnelle, et qui comptent uniquement sur Internet pour leur contenu, sont maintenant dans la position injuste de ne pas avoir de couverture de leurs événements locaux.

Les chaînes de télévision internationales, telles qu'*Aljazeera*, diffusent leurs programmes en direct sur *YouTube*, mais, à ce jour, ce n'est pas le cas des diffuseurs audiovisuels d'Afrique australe, à l'exception de la SABC (Afrique du Sud) et la ZNBC (Zambie). Cependant, beaucoup ont des programmes spécifiques courts sur *YouTube*.

21. IFC.ORG 'Mettre l'Afrique à niveau'. 2019

22. UNIDO, Novembre 2021 « La capacité de l'Afrique du Sud à déployer des technologies 4RI après le Covid ».

7

CONCLUSION

La région a fait un pas dans la bonne direction vers la migration digitale, comme en témoigne le fait que tous les pays de la région ont migré ou sont en train de migrer vers la diffusion audiovisuelle digitale terrestre.

Subventionner les décodeurs (STB) est également une indication claire de la volonté politique de certains gouvernements de la région de veiller à ce que les citoyens profitent pleinement des avantages de la migration digitale et de ses retombées inhérentes (y compris l'accès à l'information).

La technologie digitale a permis à la région de passer de chaînes de télévision uniques avec un son et une vidéo de mauvaise qualité à de multiples chaînes de télévision de haute qualité; de la diffusion audiovisuelle restreinte par zone aux émissions de radio accessibles dans tout un pays et au-delà, et d'une dépendance à l'égard des nouvelles imprimées à

l'information digitale disponible sur un écran de télévision.

Elle permettra aux pays d'introduire un accès Internet 5G plus rapide malgré une couverture limitée. Elle profitera également aux citoyens en améliorant l'accès à l'information et au divertissement spécifiques à la langue, ainsi qu'aux acteurs de l'industrie. Tout aussi important, les communautés seront désormais en mesure d'établir leurs propres programmes d'information et de programmes, ce qui leur donnera des voix pour la première fois, renforçant ainsi la démocratie et les droits fondamentaux.

Enfin, les gouvernements régionaux encore à la traîne en matière de DBM doivent accélérer le processus et fournir les finances, l'infrastructure et l'adhésion de la population si la région veut atteindre la Vision 2030 et les OMD.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Norah Appolus est une journaliste et animatrice chevronnée primée. Elle a travaillé pour différents diffuseurs à travers le monde: Radio-Télévision Algérie (RTA), Algérie; Radio France Internationale (RFI), France; et *Namibian Broadcasting Corporation* (NBC), Namibie. Elle est également pigiste pour la *British Broadcasting Corporation* (BBC) et RFI.

Parmi ses réalisations notables, elle a dirigé l'équipe qui a formé et lancé la *TV Malawi* en 1999. Elle a également introduit avec succès le concept de Développement par la Radio (*Development Through Radio*) auprès des femmes rurales en Namibie.

Mme Appolus a également été formatrice de longue date en diffusion audiovisuelle pour le Centre de Journalisme Nordique-SADC (*NSJ/Nordic-SADC Journalism centre*).

Elle a écrit plusieurs articles et manuels de formation et travaille actuellement comme consultante en médias et formatrice en communication stratégique.

À PROPOS DE CE PROJET

fesmedia Africa est le projet média régional de la Friedrich Ebert-Stiftung (FES) en Afrique. Son travail promeut un paysage médiatique libre, ouvert, libéral et démocratique qui permet aux citoyens ordinaires d'influencer et d'améliorer activement leur vie, ainsi que celle des communautés et des sociétés dans lesquelles ils vivent. *fesmedia* Africa estime que pour participer à la vie publique et à la prise de décision, les gens doivent avoir les moyens, les compétences et les

Éditeur:

Friedrich-Ebert-Stiftung *fesmedia* Africa
95 John Meinert Street
Courriel: info@fesmedia.org

Personne responsable

Freya Gruenhagen, Directrice, *fesmedia* Africa

Conception et mise en page

Bryony van der Merwe

Contact/Commande: dickson@fesmedia.org

© 2022

opportunités d'accès, échanger et utiliser l'information et les connaissances. Ils doivent être en mesure de communiquer et d'échanger des idées, des opinions, des données, des faits et des chiffres sur les questions qui les touchent, eux et leurs communautés.

Pour de plus amples renseignements, visitez le site:
<https://fesmedia-africa.fes.de/>

LA MIGRATION DIGITALE ET ACCÈS À L'INFORMATION

L'EXPÉRIENCE DE L'AFRIQUE AUSTRALE



La migration vers la diffusion audiovisuelle digitale est généralement un processus dans lequel les services de diffusion audiovisuelle offerts sur la technologie analogique traditionnelle sont remplacés par des réseaux digitaux. C'est la transition ou le passage de la diffusion audiovisuelle analogique à la diffusion audiovisuelle digitale.



La plupart des pays d'Afrique australe ont fait de bons progrès et en sont aux dernières étapes de la migration digitale. Toutefois, certains pays éprouvent des difficultés en raison de contraintes financières et d'un manque d'urgence à se conformer aux directives de l'UIT et de la SADC.



Subventionner les décodeurs (STB) est également une indication claire de la volonté politique de certains gouvernements de la région de veiller à ce que les citoyens profitent pleinement des avantages de la migration digitale et de ses retombées inhérentes, notamment l'accès à l'information.



La diffusion audiovisuelle digitale a amélioré les signaux et la qualité technique de l'image. Elle offre des descriptions audios pour les malvoyants. Ce groupe n'était auparavant pas pris en charge car l'analogique ne pouvait fournir des services en langue des signes qu'aux sourds et malentendants.

Plus d'informations sur le sujet sont disponibles sur:

<https://fesmedia-africa.fes.de/>